



socialistes.ch

Journal du PS Suisse

64 Août 2013 AZB 3001 Berne

125

1888-2013



125 ans au service de la Suisse

125 ans de combats, de luttes et de victoires pour parvenir à construire une Suisse plus sociale, plus juste, plus solidaire. Le 7 septembre, plusieurs milliers de camarades et sympathisant-e-s se rassembleront à Berne pour fêter cet anniversaire. Rejoignez-nous !

SHOPS



Le 22 septembre, la population votera sur l'ouverture 24h/24 des shops. Si la droite minimise cette votation, ce sont les dérégulations du marché de l'emploi qui sont en jeu.

Page 5

SERVICE OBLIGATOIRE



Parce que tout le monde n'a pas le temps de jouer à la guerre, l'initiative pour l'abolition du service militaire obligatoire veut créer une armée de volontaires.

Page 4

ELECTIONS GENEVOISES



Cet automne la population genevoise renouvellera ses autorités. Le point sur les enjeux et défis pour le Conseil d'Etat et l'avenir du canton du bout du lac.

Page 8

Oui à la révision de la Loi sur les épidémies

Notre société est en constante évolution et nos lois doivent s'adapter, afin d'être toujours efficaces. Une mobilité qui explose, des mouvements migratoires en hausse, les changements climatiques en cours ou encore l'apparition de nouvelles maladies infectieuses: autant de raisons qui nous poussent aujourd'hui à réviser la loi sur les épidémies qui date de 1970.

Une meilleure protection

L'étendue et la vitesse de propagation des maladies transmissibles ont augmenté. De nouvelles maladies telles que le SRAS ou la grippe porcine font leur apparition ainsi que des agents pathogènes connus présentant de nouvelles propriétés. Les virus et les bactéries trouvent toujours de nouvelles voies de propagation. La nouvelle loi protège mieux la population contre les épidémies et les maladies infectieuses parce qu'elle tient mieux compte des nouvelles menaces que la loi en vigueur.

Détection précoce et lutte efficace

Grâce à la nouvelle loi sur les épidémies, il est plus facile de prévenir, combattre, surveiller et détecter précocement les maladies transmissibles. Grâce à une répartition claire des compétences et des tâches, la Confédération et les cantons peuvent prendre des mesures de manière plus rapide et mieux ciblée.

Moins d'infections à l'hôpital

Les infections à l'hôpital qui touchent le personnel ou les patientes et les patients pro-

voquent de nombreux décès et des coûts élevés en Suisse. La nouvelle loi sur les épidémies aide à combattre les agents pathogènes à l'hôpital au moyen de programmes de mesures nationaux et contribue à réduire le nombre d'infections à l'hôpital chez les employés et les patients.

Empêcher les résistances aux antibiotiques

De plus en plus souvent apparaissent des bactéries qui sont résistantes aux antibiotiques.

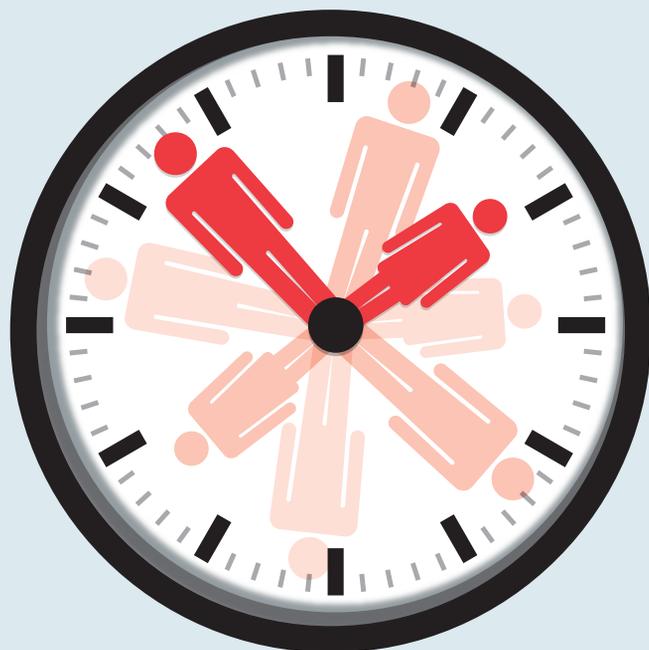
Avec la nouvelle loi sur les épidémies, la Confédération peut – de concert avec toutes les parties impliquées – prendre des mesures pour garantir que les antibiotiques soient utilisés avec modération et qu'ils ne perdent pas leur efficacité. Un tel programme est indispensable si l'on veut à l'avenir aussi pouvoir combattre les maladies infectieuses graves avec des antibiotiques.

Vaccination obligatoire très limitée

Avec la nouvelle loi sur les épidémies, la pratique actuelle en matière de vaccination est maintenue. La compétence existante de déclarer obligatoires les vaccinations pour une durée limitée est fortement restreinte. Les cantons ne peuvent plus que déclarer obligatoires les vaccinations dans des situations d'urgence et exclusivement pour certaines catégories de personnes comme les médecins ou le personnel soignant. Il n'y a pas de vaccination sous contrainte. Chaque individu peut décider librement s'il souhaite se faire vacciner contre une maladie ou non.

Mieux gérer les situations de crise

La nouvelle loi sur les épidémies permet aux autorités de mieux se préparer aux maladies infectieuses dangereuses et d'agir plus efficacement en cas de crise. Grâce à une répartition des tâches claire et à une meilleure collaboration, la Confédération et les cantons peuvent prendre des mesures de manière rapide et ciblée pour gérer les situations de crise.



NON
à la journée
de travail de
24 heures!



Les migrant-e-s mieux représenté-e-s dans la vie locale

L'an dernier, un nouvel organe du PS Suisse voyait le jour: le PS Migrant-e-s. Partant du constat que les migrant-e-s étaient sous-représenté-e-s dans la vie politique et associative en Suisse, la base du parti a adopté une résolution afin de corriger le tir et permettre à toutes les personnes vivant en Suisse d'être représentées correctement et de participer activement à l'amélioration des conditions de vie dans notre pays.

Cet organe est désormais bien installé, un comité suisse a été nommé et, motivation aidant, les premières activités n'ont pas tardé à voir le jour... Ainsi, pour Silvia Locatelli, membre du PS neuchâtelois, «notre engagement en tant que migrant-e-s socialistes apporte des expériences et compétences né-

cessaires à la politique et crée des liens pour une meilleure cohésion. ». C'est avec cette approche que le PS migrant-e-s a décidé de lancer sa première bataille, par le renforcement de l'implication politique des migrant-e-s à l'échelon communal.

En effet, les communes ont des règlements qui diffèrent fortement en fonction des cantons. Si certaines d'entre elles confèrent le droit de vote, voire d'éligibilité à certain-e-s habitant-e-s sans passeport suisse, d'autres se limitent à une simple voix consultative au sein de quelques commissions communales.

Quoi qu'il en soit, il existe toujours une manière de promouvoir une meilleure représentation des migrant-e-s au niveau communal. C'est là tout l'objectif de cette première campagne du PS Migrant-e-s. La démarche est simple: il suffit de se renseigner tout d'abord auprès des autorités communales, afin de connaître précisément la situation de sa propre commune (droit de vote, d'éligibilité, de nomination dans une Commission, voix consultative en Commission, ...).

Une fois cet élément connu, il sera aisé aux sections locales de promouvoir une meilleure représentativité et une meilleure intégration de nos militant-e-s issu-e-s de l'immigration. L'objectif étant que les migrant-e-s parviennent à une représentation proportionnelle à leur part démographique au sein de la commune en question...

Rejoins-nous sur www.psmigrants.ch !

Une armée à côté de ses rangers

Rien de tel qu'une bonne campagne pour jauger de la nécessité et de l'efficacité d'une organisation ou d'une institution. Pour le coup, il n'y a pas de quoi être déçu: un



conseiller fédéral qui détermine les compétences de son armée en fonction des performances de l'économie suisse, un chef de l'armée qui exige que tous les calendriers scolaires ou universitaires soient adap-

tés aux besoins de l'école de recrue et pour compléter le tableau, de jeunes conservateurs qui confondent éducation et instruction militaire.

Cette campagne démontre que les dirigeants de «notre» armée marchent à côté de leurs «Kampf-Schuhe» (KS). Une armée rétrograde, d'un autre temps, qui n'a jamais su s'adapter aux réalités du monde moderne et qui persiste à croire en sa vitale contribution à la sécurité nationale.

Certains opposants à l'abrogation du service militaire obligatoire ont bien cerné la problématique et ont choisi de ne parler que d'une armée qui officie en cas de catastrophes naturelles. Si personne ne remettra en doute l'utilité d'un corps spécialisé en cas de catastrophe, rien n'indique qu'il soit absolument nécessaire que celui-ci soit rattaché à l'armée d'une part, mais surtout, il convient de rappeler que cette aide d'urgence ne représente qu'une part infime du budget militaire global.

Les près de cinq milliards annuels que coûtent l'armée suisse servent principalement et avant tout à crapahuter dans les montagnes, effectuer des tirs obligatoires, conduire de beaux chars d'assaut et acheter des avions grippés.

La votation du 22 septembre propose de maintenir une armée de milice, mais composée uniquement de volontaires. Mais, le résultat qui sortira des urnes jouera également un rôle de signal; le signal que notre armée est désuète et que d'importantes réformes doivent être menées pour que son utilité soit enfin démontrée. Reste à savoir si les grandes pontes étoilées de l'armée sauront descendre de leur tour d'ivoire pour entendre le verdict de la population...

Gaël Bourgeois

IMPRESSUM

Editeur PS Suisse et Verein SP-Info
Spitalgasse 34, 3001 Berne, Tél. 031 329 69 69,
Fax 031 329 69 70, info@socialiste.ch

Rédaction Gaël Bourgeois

Production Atelier Bläuer, Berne



«Notre engagement en tant que migrant-e-s socialistes apporte des expériences et compétences nécessaires à la politique et crée des liens pour une meilleure cohésion.»

Silvia Locatelli PS neuchâtelois

OUI à l'abrogation du service militaire obligatoire

Depuis 1989 et la chute du mur de Berlin, la situation géopolitique du continent européen s'est profondément modifiée. La construction européenne fondée sur la paix, la collaboration et l'amitié entre les peuples a changé la donne. C'est dans ce contexte que l'on a assisté, année après année, à la disparition des armées de masse avec, comme corollaire, l'abandon de l'obligation de servir dans la quasi-totalité des pays européens. Font exception quelques nations: la Norvège, l'Estonie, l'Autriche, la Grèce et son vieux contentieux avec son voisin turque et la Finlande, qui s'appuie toujours sur une armée de masse de plus de 300 000 hommes, une situation originale qui s'explique par les traumatismes de son histoire, aux confins de la Russie.

Imaginer les risques d'une guerre conventionnelle à nos frontières, en 2012, avec l'un de nos pays voisins relève de la pure science-fiction et cela, pour plusieurs décennies. Il est vrai que des risques subsistent, mais ils ont profondément changé de caractère. Ces nouvelles menaces s'appellent catastrophes naturelles, terrorisme, cybercriminalité, crime organisé ou tout simplement insécurité.

Pour répondre à ces nouveaux défis, l'armée suisse doit être repensée, redimensionnée, réorganisée. L'ère du citoyen soldat à l'ancienne est révolue. Forte dans les grandes années de plus de 500 000 hommes, notre armée compte aujourd'hui quelque 180 000 soldats et est vouée, selon les choix de notre Parlement, à

voir ses contingents réduits à 100 000 hommes. Dans ce contexte la notion de conscription généralisée atteint ses limites. Déjà maintenant, l'égalité devant l'obligation de servir n'existe plus. Seuls 30 à 40% des jeunes hommes issus d'une même classe d'âge remplissent leurs obligations militaires dans son intégralité. Cette inégalité devant ce qui est considéré comme la règle est encore aggravée par des disparités flagrantes entre les régions et par les passe-droits dont semblent bénéficier certains, des sportifs d'élite par exemple. Le mythe du citoyen soldat n'est déjà plus qu'un souvenir.

Notre pays a besoin d'une autre politique de sécurité, adaptée aux vrais risques. Des forces

militaires mobiles et bien équipées devront rester la colonne vertébrale de notre système de défense avec, à leurs côtés, un renforcement du corps des gardes-frontière, des unités spécialisées de police, des troupes d'aide en cas de catastrophe et des spécialistes en renseignement et cybercriminalité. Pour effectuer ces différentes missions à côté des postes obligatoirement dévolus à des professionnels, les besoins en militaires seront réduits, rendant l'obligation de servir inutile et le choix de miser sur une milice composée de volontaires, une évidence. Une armée redimensionnée (20 à 30 000 hommes), bien équipée, composée de personnes motivées avec des missions concrètes et intéressantes n'aura aucune difficulté à recruter chaque année les quelques milliers d'hommes et de femmes requis – on imagine 3 000 à 4 000 recrues par année – avec, à la clé, une armée plus performante en phase avec les défis sécuritaires véritables de la Suisse et, surtout, une défense nationale plus économique. Car notre armée coûte cher, près de 7 milliards, si l'on prend en compte les APG, les frais de l'assurance militaire et les pertes économiques liées aux absences pour raisons militaires. Avec des capacités opérationnelles limitées. La comparaison avec certains voisins est édifiante: les Français paient moins que nous par habitant pour leur défense et pourtant leur armée dispose de l'arme atomique, de sous-marins, d'une marine déployée aux quatre coins du monde et surtout d'une capacité d'intervention militaire digne de ce nom.

Notre sécurité intérieure, c'est aussi à l'étranger qu'il faut la bâtir, résolument. Contribuer à l'instauration d'un monde plus juste et à la résolution des crises politiques et militaires dans les pays du Sud permet par exemple de réduire les flux migratoires et les déstabilisations politiques qui font le lit du terrorisme.



Parce qu'on n'a pas tous le temps de jouer à la guerre...

pierre-alain.fridez@pssuisse.ch
conseiller national (JU)



Dérégulation du marché du travail ? Non merci !

Les tenants d'une libéralisation des heures d'ouverture des shops dans les stations-service font leur campagne en banalisant le sens du changement de loi. Avec un certain humour, ils proposent de « libéraliser » la saucisse ou alors prétendent que les shops déjà ouverts le soir pourront vendre des produits frais. S'il est stratégique pour eux de minimiser cette votation, leurs arguments sont faux. Il est proposé de changer la loi sur le travail et non celle sur le débit de boissons.

Rappelons que si certains shops bénéficient déjà d'une autorisation d'ouverture jusqu'à 1 heure du matin, ainsi que le dimanche, c'est que la notion de tourisme et d'articles servant uniquement dans le cadre du voyage est présente dans le lieu concerné. De plus, ils doivent être situés sur des aires d'autoroutes ou des axes importants de circulation à forte fréquentation touristique. Le nouveau texte de loi, lui, fait sauter toutes les notions de tourisme, en étendant l'autorisation au-delà des aires autorisées et en prolongeant leurs heures d'ouverture jusqu'à 5 heures du matin. Il ne s'agit donc plus de répondre à un besoin particulier du voyageur devant être absolument satisfait durant la nuit, mais bien d'ouvrir les échoppes, là où c'est rentable, en raison de l'affluence de clients potentiels. La conséquence est simple, cela rallonge encore l'heure d'ouverture des shops qui sont déjà au bénéfice d'une exception et augmente leur nombre sur les grands axes routiers.

Plusieurs fronts s'opposent à cette nouvelle loi. Les syndicats et les partis de gauche tout d'abord, qui se soucient des conditions de travail des employé-e-s et dont la branche, le commerce au détail, est déjà frappée par une précarisation des conditions de travail: conventions collectives de travail inexistantes, salaires extrêmement bas, travail sur appel, le soir et le dimanche. Cela va encore plus loin, des salaires de 16 francs bruts ont parfois été constatés dans ces shops.

Les Eglises ensuite, qui voient un danger dans le repos de ces mères et pères qui se verront éloignés de leur famille dans des heures

de la journée faites pour vivre ensemble et qui craignent aussi pour la santé de ces personnes. Elles pensent notamment à la sécurité de ces femmes qui seront toutes seules dans ces shops jusqu'à 5 heures du matin. Rappelons

produits, la mort des petits commerçants est annoncée.

De surcroît, cette votation ne touchera pas seulement les shops. Elle concernera, petit pas après petit pas, les domaines du nettoyage, de la garde d'enfants ou encore de la sécurité. L'effet boule de neige est ainsi garanti !

Les tenants de cette nouvelle législation prétendent qu'il ne s'agit que d'un petit assouplissement des pratiques. Or le Parlement a déjà accepté des propositions pour ouvrir les magasins de 6 heures à 20 heures la semaine et 6 heures à 19 heures le samedi dans tout le pays. De même, il prévoit également d'ouvrir les magasins le dimanche, indépendamment du fait qu'ils se situent ou non dans un endroit touristique, conditions pour qu'ils puissent aujourd'hui bénéficier d'une dérogation.

Ne péjorons pas les conditions de travail des employé-e-s pour que des grands distributeurs et des unions pétrolières, propriétaires de ces shops, améliorent encore leurs bénéfices, qui se comptent déjà en millions voir en milliards de francs. C'est bien de cela dont il s'agit ici. Ce changement de loi n'aura aucun effet positif sur l'économie, ni sur les places de travail. Juste contentera-t-il les tenant-e-s du « plus de profit personnel ».

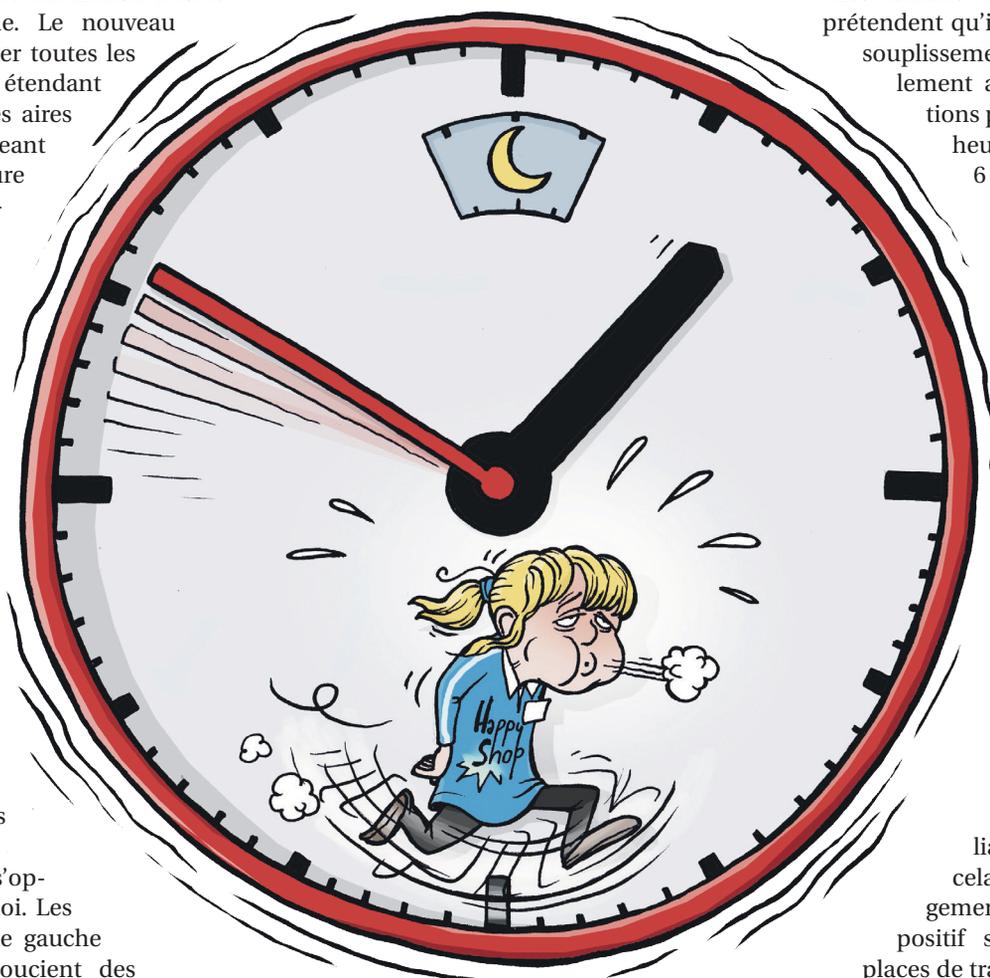


Illustration: Pigr

encore que le 70% du chiffre d'affaire de ces shops, après 22 heures, se fait grâce à la vente d'alcool.

Les petits commerçants, quant à eux, craignent justement pour leur commerce. En effet, en autorisant l'extension des horaires de certains shops le dimanche et la nuit, ainsi que l'autorisation de vente de tous types de

ada.marra@pssuisse.ch
conseillère nationale (VD)





Les quatre candidat-e-s socialistes au Conseil d'Etat : Anne Emery-Torracinta, Thierry Apothéloz, Sandrine Salerno et Roger Deneys

Elections genevoises

Le 6 octobre et le 10 novembre, le canton de Genève élira son Grand Conseil et son Conseil d'Etat. Face aux défis auxquels font face le canton et la région lémanique, après les quatre années de double majorité de droite, le congrès du PS genevois présente à cette occasion une liste de 44 candidat-e-s au Grand Conseil et de 4 au Conseil d'Etat avec, comme objectif, une majorité de gauche au Conseil d'Etat et au Grand Conseil. Dans cette optique, par une démarche participative incluant les militant-e-s, le parti a élaboré un programme centré sur cinq thèmes prioritaires : l'emploi, le santé-social, la sécurité, la mobilité et la fiscalité-service public. Le PS s'est donc montré innovant à la fois sur le fond, avec un programme novateur et des propositions concrètes, que sur la forme, avec un programme élaboré par les militant-e-s, dans un processus itératif sur chaque thème.

Le choix de partir avec une liste à quatre, seuls au premier tour, est la conséquence d'une réflexion autour de la nécessité de réunir le PS autour de son projet, de ses valeurs pour le Conseil d'Etat et l'élection au Grand Conseil. Les quatre candidatures sont également complémentaires: deux Conseiller-ère-s administratif-ve-s (exécutifs cantonaux), Thierry Apothéloz et Sandrine Salerno, des deux plus grandes communes du canton (Ville de Genève et de Vernier), deux député-e-s au Grand Conseil expérimenté-e-s, Anne Emery-Torracinta et Roger Deneys; deux femmes, deux hommes;

quatre communes représentées urbaines, suburbaines et de la campagne. Au second tour, la gauche partira unie afin de reconquérir la majorité au Conseil d'Etat, objectif ambitieux mais nécessaire pour l'avenir de Genève.

Le programme s'articule donc autour de cinq axes principaux afin de répondre aux préoccupations des Genevois-e-s :

■ *L'emploi*, avec notamment la mise en avant de la nécessité de garantir un salaire minimum à CHF 4000, objectif national du PS, mais également le renforcement de l'inspection du travail et du nombre d'inspecteurs, auquel s'ajoutent des mesures proactives pour diminuer le taux de chômage à Genève.

■ *Le santé-social*, avec notamment la proposition d'une assurance dentaire cantonale, d'une meilleure prise en charge des personnes à l'aide sociale.

■ *La sécurité*, par un renforcement de la présence sur le terrain de la police et des acteurs sociaux, mais aussi par la mise en place d'un numéro d'appel unique pour les problèmes de sécurité et d'incivilités.

■ *La mobilité*, avec notamment une priorité donnée aux transports publics afin d'accélérer la vitesse commerciale, mais aussi une réflexion sur la mise en place d'un péage urbain pour désengorger le centre-ville.

■ *La fiscalité – service public*, grâce au retour à une fiscalité équitable, mettant fin aux privilèges des plus riches afin de financer un service public de qualité

Ce ne sont que des exemples des propositions de ce programme qui font du PS le défenseur des classes moyennes et populaires. Le PS genevois est conscient de ne pas avoir les ressources financières de ses adversaires de droite pour faire connaître ses idées et ses candidat-e-s. Dès lors, comme toujours, le parti compte sur ses sections, ses candidat-e-s mais surtout toutes et tous ses militant-e-s pour porter inlassablement son message. Les traditionnels stands fleurissent dans le canton, mais pas seulement. Le parti a mis en place des actions ciblées dans les quartiers populaires, des actions aussi pour les Genevois-es domicilié-e-s en France voisine. Des actions médiatiques originales couvrent les véhicules des transports publics. Originalité, mobilisation et militantisme sont des mots qui, plus que jamais en période électorale, font sens.

Le PS genevois espère qu'avec des candidat-e-s, un programme et une campagne de qualité, il pourra rééditer les succès des partis vaudois et neuchâtelois notamment. Quoiqu'il en soit, toutes et tous les camarades sont mobilisé-e-s et déterminé-e-s pour gagner le 6 octobre et le 10 novembre.

Romain de Saint Marie
président du PS genevois



Ils ont le chiffre, nous avons le nombre

En avril 2011, la Chancellerie fédérale validait l'initiative de la JS Suisse «1:12 – Pour des salaires équitables», avec plus de 113 000 signatures. La population sera amenée à se prononcer sur cet objet le 24 novembre prochain. Pour rappel, l'initiative vise à ce que, au sein de la même entreprise, la personne la mieux payée ne gagne pas plus en un mois que la moins bien rémunérée en une année. Afin de parvenir enfin à plus de justice et d'équité dans les écarts salariaux en Suisse, une campagne d'envergure est organisée et vient de débiter. C'est grâce à une mobilisation massive de la base du PS, de la JS et des syndicats que les millions d'EconomieSuisse pourront être contrés. Rencontre avec Charlotte Gabriel, présidente du comité de campagne romand et vice-présidente de la JS Suisse.

Socialistes.ch: La campagne en faveur de l'initiative semble d'une grande ampleur et débute très tôt...

Charlotte Gabriel: Effectivement, nous savons que les milieux patronaux sont prêts à défendre leurs privilèges à l'aide de plusieurs millions. De notre côté, les moyens financiers sont très limités, nous devons donc les compenser avec un engagement massif de nos militant-e-s.

10 000 drapeaux à travers toute la Suisse, c'est un sacré pari.

Oui, mais le défi semble bien parti... Pour le jour du lancement de l'action, nous voulions

parvenir au nombre de 700 drapeaux et ce sont déjà plus d'un millier qui ont fleuri aux balcons et aux fenêtres de ceux qui soutiennent l'initiative. Jusqu'à présent, ce sont déjà plus de 12 000 drapeaux supplémentaires qui ont été commandés et les demandes continuent d'affluer. Il est extrêmement réjouissant de voir un tel engouement en faveur de notre initiative. Cela confirme clairement que la population souhaite en finir avec les abus salariaux des top-managers.

Comment s'annonce la campagne en Suisse romande et quelles sont les actions prévues ?



Charlotte Gabriel



Déjà plus de 12 000 drapeaux ont été commandés à travers toute la Suisse.

Les comités cantonaux de soutien sont déjà sur pied et les actions de campagne s'organisent... Des formations ont été dispensées depuis plusieurs mois dans les sections locales, afin que nos militant-e-s aient de bonnes connaissances de la thématique et soient à même de débattre et convaincre dans leur entourage. Enfin, de nombreux camarades sont engagés dans les cantons afin de coordonner la campagne sur le terrain et de continuer à mobiliser dans les prochains mois. La motivation est à son comble et tout le monde se réjouit de rentrer enfin dans le vif du sujet...

Être responsable d'une campagne pour la Suisse romande, c'est un sacré défi...

C'est la première campagne à laquelle je participe aussi activement et c'est une expérience passionnante et très enrichissante... Je suis très agréablement surprise de l'ampleur et des capacités de mobilisation du PS, de la JS et des syndicats. On sent clairement que nos militant-e-s ont envie de se battre sur ce type de problématique. Nous sommes fin prêts et toutes les forces engagées attendent impatiemment que les choses sérieuses débutent.

Interview réalisée par Gaël Bourgeois

Commande toi aussi ton drapeau sur 1a12.ch/drapeau !



Exp/Press

La prévention, élément clef de la révision totale de la loi

Loi sur l'alcool: gare aux faux-pas

Même si aujourd'hui la consommation d'alcool a légèrement diminué en Suisse, les nouveaux modes de consommation sont très inquiétants et provoquent des dégâts considérables, en particulier chez les jeunes. De plus, on sait qu'en Suisse, 4% environ des personnes de plus de 15 ans (soit plus de 300 000) ont un réel problème de dépendance à l'alcool... avec toutes les conséquences sociales et familiales que cela engendre !

Dans ces conditions, il est évident que la révision totale de la loi sur l'alcool doit prendre en compte ces importantes problématiques de santé publique et que les mesures de prévention doivent être développées.

Or, la Commission de l'économie et des redevances (CER-WAK-N) vient de proposer de biffer de la loi révisée toutes les mesures qui pourraient favoriser la prévention ou limiter un tant soit peu la consommation excessive d'alcool. Ainsi, le

prix minimum pour les alcools forts, l'interdiction des happy hours (heures au cours desquelles un débit de boisson propose les boissons alcoolisées à des tarifs plus avantageux) et l'interdiction de la vente d'alcool dans les commerces de détail entre 22h et 6h ont été refusés.

En plus de cela, la majorité de la Commission a confirmé la volonté du Conseil des Etats d'introduire, pour les alcools forts produits en Suisse, un système d'imposition en fonction du rendement. Ce système très compliqué «viole à plusieurs égards la Constitution» (selon le rapport d'expertise du Professeur Matteotti) et

il provoquera surtout d'importantes pertes de recettes (de l'ordre de 80 à 130 millions selon la Cheffe du Département fédéral des finances)! Or ces pertes, ajoutées aux 30 millions d'allègements fiscaux prévus dans le projet initial du Conseil fédéral, provoqueront une importante diminution des moyens à disposition pour

« Le projet, tel qu'il ressort des travaux de la Commission de l'économie et des redevances, n'est pas acceptable ! »

la prévention de l'alcoolisme via la «dîme de l'alcool» qui est reversée par la Confédération aux cantons.

La délégation socialiste au sein de la Commission a tenté en vain de demander l'abandon de l'imposition selon le rendement et d'inscrire dans la loi des mesures dont l'efficacité est aujourd'hui démontrée. Ainsi plusieurs études menées dans des pays qui ont introduit un prix minimum pour les alcools forts montrent que cette mesure est apte à lutter contre l'offre d'alcool à bas prix et capable d'atteindre efficacement les personnes ayant une consommation

d'alcool problématique ou à risque, en particulier celles pratiquant la «biture express» ou ayant des problèmes chroniques d'alcool.

L'interdiction de vente d'alcool dans les commerces de détail entre 22h et 6h a déjà fait ses preuves à Genève, où elle a notamment permis une nette diminution du nombre d'hospitalisations liées à l'alcool chez les jeunes.

Or, nos collègues de droite ont refusé l'introduction de ces mesures dans la révision de la loi sur l'alcool et les plus extrémistes ont, à l'inverse, proposé que «les frais occasionnés par une consommation excessive d'alcool soient pris intégralement en charge par le consommateur ou par ses représentants légaux»! Cette proposition a tout de même été rejetée mais la Commission de la santé et des affaires sociales devra se prononcer prochainement sur un projet d'initiative parlementaire au contenu similaire.

Au terme des débats, les membres socialistes de la Commission se sont abstenus ou ont refusé ce projet de révision de la loi qui, à ce stade, ne prend en compte que les intérêts économiques des producteurs et des distributeurs d'alcool, sans se préoccuper des problèmes de santé publique qui y sont liés.

jacques-andre.maire@pssuisse.ch
conseiller national (NE)
membre de la CER-WAK-N



125 ans au service de la Suisse

socialistes.ch : Christian, au-delà du 125^{ème} anniversaire du PS Suisse, que célébrerons-nous le 7 septembre, à Berne ?

Christian Levrat: Cette fête, c'est l'occasion de rappeler l'apport du PS à la construction de la Suisse moderne. De dire que notre pays est né d'une volonté de changement: celle de la gauche. L'AVS, le service public, la cohésion nationale, l'évolution des salaires, le droit de vote des femmes, la proportionnelle, c'est nous.

Enfin... nos prédécesseurs. Et il est juste de leur rendre hommage, de se remémorer les combats du passé pour nourrir ceux d'aujourd'hui.

Président du PS Suisse depuis 2008, quand as-tu adhéré au parti et pourquoi ?

J'ai adhéré en 1999, après un long compagnonnage, notamment dans les œuvres d'entraide et dans les syndicats.

Quel est le principal souvenir socialiste cher à ta mémoire ?

L'élection de Mitterrand. J'avais onze ans. Après presque soixante ans de domination bourgeoise, la gauche prenait le pouvoir en France. C'était une vague d'espoir immense pour certains, une terreur profonde pour d'autres, qui ont toujours considéré la gauche comme illégitime.

Conseiller aux États de gauche et président de parti sont deux fonctions où les hauts et les bas

se succèdent. Qu'est-ce qui te motive à remonter, chaque jour, en première ligne ?

C'est presque toujours la même chose. Après une semaine de séances, d'interviews, après des jours et des jours noyé dans la mécanique bernoise, j'ai besoin de contacts avec nos membres, avec nos sections, avec des militantes. Combien de fois suis-je arrivé épuisé à une assemblée de section pour en repartir motivé en diable. La politique doit être incarnée. Elle est faite de chair et de sang, elle a lieu dans les salles de nos bistrotts plus que dans les salons du Palais fédéral.

S'il fallait ne retenir qu'une seule qualité au PS ?

Son indépendance. Cette capacité à placer l'intérêt général, celui de la population, avant les intérêts particuliers d'entreprises ou de branches économiques. Cette volonté aussi de modifier la Suisse. Nous sommes le seul parti, depuis 125 ans, à tellement aimer notre pays que nous désirons le rendre meilleur.



	WAISENHAUSPLATZ	PROGR – TURNHALLE	PROGR – AULA	PROGR – COUR INTÉRIEURE
12.00	DÉBUT DES FESTIVITÉS On trouve, près de la fontaine Meret-Oppenheim, des boissons, du risotto, des gnocchi, des saucisses, des hot-dog, des crêpes ainsi que des spécialités culinaires orientales et thaïlandaises. Le café Turnhalle propose du café et autres boissons. Dans la cour intérieure du Progr on peut déguster le délicieux yogourt glacé de la manufacture joli-mont.ch.			
13.00	CÉRÉMONIE OFFICIELLE: 125 ANS DU PS SUISSE Avec Ruth Dreifuss, Helmut Hubacher, Christian Levrat, Simonetta Sommaruga, Alain Berset et Hanna Bay			
14.00			OUVERTURE DE L'EXPOSITION D'ART Œuvres qui seront mises aux enchères	LANCEMENT DU PROGRAMME ENFANTS Avec SpielBus et autres surprises
14.30	GRUPPO TACALÀ Musique de rue, improvisations, chansons italiennes	UELI SCHMEZER – CHINDERLAND Originaire de Berne – Concert familial		
15.00	WSO – Rhythm & Brass Originaires de Bâle – Ethno, jazz, rock, funk, tango			OUVERTURE DU BUFFET DE GÂTEAUX Avec des conseillers fédéraux et présidents de parti actuels et anciens
15.30			125 ANS DU PS SUISSE «LÀ OÙ TOUT A COMMENCÉ» Des historiens nous racontent les débuts du socialisme en Suisse	
16.00	PODIUM Représentant-e-s de la JS, des Femmes socialistes suisses, du PS 60+ et du PS migrant-e-s Animation: Oswald Sigg			GRUPPO TACALÀ Musique de rue, improvisations, chansons italiennes
17.00	TIRAGE AU SORT DES PREMIERS PRIX DE LA TOMBOLA Avec le Groupe socialiste des Chambres fédérales		VENTE AUX ENCHÈRES Alexander Tschäppät et Géraldine Savary	
18.00	SPOKEN WORD ET SPECTACLE DE DANSE Avec Amina Abdulkadir, Simon Chen et Xpression (New Dance Academy)			
19.00	PAUSE L'espace restauration se réjouit de votre visite !			
20.00	MICHA SPORTELLI Originaire de Biel/Bienne – Chanteur/compositeur, Folk-rock			
21.00		SIM'S Originaire du Jura – Rap franco-phone		
22.00		DISCO FINALE Avec les DJs Bobby Baguette et Toni Peperoni		

Nanomatériaux : le nouvel amiante?

La tragédie de l'amiante n'a toujours pas trouvé son épilogue et nous démontre qu'en matière de produits nouveaux, au potentiel économique et technologique certes prometteur, il convient d'agir avec davantage de sérieux que par le passé. Avant d'en arriver à une large utilisation de ces substances, il importe d'en clarifier scientifiquement les conséquences possibles. Cela concerne notamment les nanomatériaux. La commission «santé et sécurité au travail» de l'Union syndicale suisse (USS) et les fédérations de cette dernière organisent, en décembre 2013, une journée sur cette problématique.

L'appréciation des conséquences n'est pas encore terminée

Le Conseil fédéral veut prolonger jusqu'en 2015 le plan d'action «Nanomatériaux synthétiques» actuellement en cours. Ce faisant, il veut encourager le site suisse de production nano et l'utilisation sûre de nanomatériaux synthétiques, ainsi qu'en poursuivre le développement. Il s'agit en premier lieu d'élaborer des bases méthodologiques qui permettront de formuler des prescriptions spécialement destinées à cette technologie, donc de mettre

au point les conditions-cadre pour des réglementations, et de poursuivre le dialogue entre les partenaires sociaux, les milieux scientifiques, la recherche et les organisations de protection des consommateurs et consommatrices.

Petit rappel: aujourd'hui déjà, les nanomatériaux sont soumis à la législation sur les produits chimiques conventionnels, les denrées alimentaires et les médicaments. Les mêmes prescriptions de sécurité et exigences en matière d'information leur sont appliquées dans le cadre de la procédure d'enregistrement.

DÉFINITION

Les nanosciences et nanotechnologies peuvent être définies comme l'ensemble des études et des procédés de fabrication et de manipulation de structures (électroniques, chimiques, etc...), de dispositifs et de systèmes matériels à l'échelle du nanomètre. Les nanotechnologies concernent la conception, la caractérisation, la production et l'application de structures, dispositifs et systèmes par le contrôle de la forme et de la taille à une échelle nanométrique. En effet, elles concernent des disciplines telles que l'optique, la biologie, la mécanique, la chimie, ou encore la microtechnologie.

Pour la protection de la santé au travail, en cas d'utilisation de nanomatériaux synthétiques, on leur applique les mêmes principes de prévention que pour toutes les autres substances présentant des risques (encore inconnus) pour la santé... Que cela soit vraiment suffisant est contesté. Car l'on n'est pas encore en mesure d'évaluer leurs effets à long terme sur l'organisme humain.

Journée sur la nanotechnologie

L'USS et ses fédérations qui s'occupent, au sein de la commission USS «santé et sécurité au travail», de la protection de la santé au travail et de la prévention contre les maladies professionnelles, organisent une journée sur les nanomatériaux, le 2 décembre à Berne, de 13h15 à 17h30. Des scientifiques de haut niveau, la SUVA et les partenaires sociaux y traiteront des risques et des opportunités liés à la nanotechnologie pour les travailleuses et travailleurs, ainsi que pour le site industriel Suisse. La nanotechnologie y sera débattue tant sous l'angle de la technologie et des assurances, que du droit de la responsabilité civile. Ainsi, Michael Riediker définira les propriétés des nano-objets, alors que la question du potentiel de la nanotechnologie et l'importance actuelle et future de cette dernière pour l'économie suisse seront développées par Helmut Elbert. Christophe Bosshard de la SUVA donnera un aperçu des activités de prévention aujourd'hui en cours sur les lieux de travail. Enfin, Christoph Rüegg du SECO et Luca Cirigliano, secrétaire central de l'USS, procéderont à une appréciation de la situation d'un point de vue juridique.



EX-Press

CONFÉRENCE SUR LES NANOTECHNOLOGIES

Nanomateriaux : le nouvel amiante ?

Lieu : Unia, Weltpoststrasse 20, Berne

Date : 2 décembre 2013, 13h15 – 17h30

Contenu : Nanomatériaux synthétiques ; potentiel de la nanotechnologie pour l'économie suisse ; risques ; protection de la santé actuelle et à venir ; situation juridique

Participation aux frais : Fr. 50.–, Fr. 25.– pour les membres des associations/syndicats de l'USS

Inscriptions : Movendo, Monbijoustrasse 61, CP, 3000 Berne 23, Tél. 031 370 00 70, Fax. 031 370 00 71, info@movendo.ch

Détail du programme et intervenant-e-s : www.movendo.ch/www.uss.ch

Luca Cirigliano, Secrétaire central USS
luca.cirigliano@sgb.ch



AGENDA

PS Suisse www.pssuisse.ch

- Samedi 7 septembre, dès 12h00 : Fête du jubilé des 125 ans du PS Suisse à Berne
- Du lundi 9 au vendredi 27 septembre : Session d'automne des Chambres fédérales
- Mercredi 18 septembre : Conférence de coordination des PS romands à Lausanne
- Dimanche 22 septembre : Votations fédérales
- Mercredi 16 octobre : Conférence de coordination des PS romands à Lausanne
- Vendredi 25 octobre : Conférence de coordination suisse à Baden
- Samedi 26 octobre : Assemblée des délégué-e-s à Baden (AG)

JS Suisse www.jss.ch

- Samedi 28 septembre, 11h00 : Assemblée des délégué-e-s à Zoug

Fribourg www.ps-fr.ch

- Jeudi 5 septembre, 20h00 : Assemblée des membres, lieu à définir
- Jeudi 26 septembre, 20h00 : Café national dans le district de la Veveyse

Genève www.ps-ge.ch

- En vue des élections cantonales de cet automne, des actions de proximité dans les quartiers sont menées tous les jeudis de 17h00 à 20h00 et des stands sont tenus les samedis de 11h00 à 15h00
- 6 octobre : Élections au Grand Conseil et 1^{er} tour pour l'élection du Conseil d'Etat

Jura www.psju.ch

- Mercredi 11 septembre, 20h00 : Congrès statutaire du PSJ à Bassecourt
- Vendredi 20 septembre, 17h30 : Manifestation du PSJ sur l'avenir institutionnel du Jura devant la gare à Delémont

Jura bernois www.psjb.ch

- Jeudi 24 octobre, 19h30 : Congrès ordinaire du PSJB à Tavannes

Neuchâtel www.psn.ch

- Vendredi 6 septembre, 19h00 : Congrès du PS Neuchâtel à Saint-Blaise

Valais romand www.psvr.ch

- Vendredi 20 septembre, 20h00 : Rencontre avec la population à Vex
- Lundi 30 septembre, 20h00 : Comité du PSVR, Maison du peuple à Sion
- Vendredi 18 octobre, 20h00 : Rencontre avec la population à Saxon
- Mercredi 23 octobre, 20h00 : Comité du PSVR, Maison du peuple à Sion

Vaud www.ps-vd.ch

- Mercredi 11 septembre, 19h30 : Commission formation, salle du secrétariat à Lausanne
- Mercredi 11 septembre, 20h00 : Commission solidarité internationale, salle Rosa Luxembourg, Maison du Peuple, Lausanne
- Mardi 17 septembre, 18:00 : Commission migration, salle du secrétariat à Lausanne
- Lundi 23 septembre, 18:00 : Commission égalité, salle du secrétariat à Lausanne
- Mardi 24 septembre, 19:00 : Commission santé, salle du secrétariat à Lausanne

Election complémentaire au Conseil d'Etat fribourgeois du 22 septembre 2013

Analyse de la situation

Au mois de mai, Madame Isabelle Chassot, conseillère d'Etat PDC en charge du département de l'instruction publique, de la culture et du sport, présentait sa démission. La question de son remplacement fût donc immédiatement mise à l'ordre du jour du PS fribourgeois. Fallait-il challenger le siège PDC? Avec une base d'environ 25%, le PDC occupe trois sièges sur sept à l'exécutif alors que pour une même base populaire le PS n'en compte que deux. Mais le challenge est autre lorsque l'on met dans la balance les forces gauche-droite. Pourtant, partant du constat que l'élection à l'exécutif est aussi une question de personne, il nous restait, pour partir, à trouver celui ou celle qui était là au bon moment et à la bonne place. Le comité convergea vers Jean-François Steiert, conseiller national, tandis que la droite se déchirait dans des tentatives d'alliances contre

nature, essayant de minimiser les différences qui caractérisent l'UDC, le PLR et le PDC.

L'enjeu de l'élection

Penchons-nous sur trois domaines importants pour lesquels il conviendra d'agir.

Le canton de Fribourg après des années de vaches grasses doit faire face à une diminution des recettes, conséquences des baisses d'impôts successives accordées aux hauts revenus et aux entreprises. Le Conseil d'Etat, dans sa majorité de droite, proposa comme pistes faciles la révision du système salarial des fonctionnaires, la diminution des subventions aux transports publics, l'augmentation du prix du billet d'entrée des musées, eh oui..., bref une palette de mesures toutes antisociales qu'il conviendra de combattre.

Fribourg connaît une des plus fortes augmentations démographiques de Suisse. Or une vision

coordonnée de l'aménagement du territoire manque cruellement au canton. Il en va de même de la politique de promotion écono-

Enfin, avec la révision actuelle de la loi scolaire, Fribourg doit continuer à offrir une formation de qualité. L'université mais aussi les HES doivent recevoir les moyens nécessaires pour rester compétitifs et permettre de transférer les savoirs acquis vers l'économie.

Bien d'autres défis devraient être cités ici, mais cette élection offre la possibilité de donner aux Fribourgeois un gouvernement mieux à même de respecter la sensibilité sociale que les citoyen-ne-s de ce canton ont maintes fois exprimée lors de votations. De plus, l'élection de Jean-François Steiert permettra d'éviter le danger de durcissement de la politique fribourgeoise qui irait de pair avec le candidat de la droite dure proposé par le PDC pour remplacer une démocrate-chrétienne pragmatique.



mique qui, certes, fait venir des entreprises, mais ne se soucie guère de la pérennité des emplois et du respect des travailleurs.

Benoît Piller, président PSF



SPINAS CIVIL VOICES



L'EAU POTABLE EST

LA BASE DE TOUT DÉVELOPPEMENT.

Pour votre anniversaire, demandez de l'eau potable pour
les enfants d'Afrique sur WWW.MON-SOUHAIT.CH

Avec le soutien de

GEBERIT

GLOBETROTTER
TRAVEL SERVICE



HELNETAS

Agir pour un monde meilleur